

L'Assemblée vote une résolution pour promouvoir les symboles européens

Modifié le 28/11/2017 à 05:55 | Publié le 28/11/2017 à 05:08

Écouter



Ouest-France avec AFP

Sans surprise, l'Assemblée nationale a voté lundi soir, après un débat nourri, une proposition de résolution LREM pour promouvoir les symboles de l'Union européenne, notamment le drapeau, dont la présence dans l'hémicycle reste contestée par certains partis, dont La France Insoumise.

Adopté à main levée par les députés LREM, MoDem, Constructifs, socialistes et une partie des LR, et rejeté par les Insoumis et communistes, ce texte d'un article invite le gouvernement à prendre toutes les mesures pour promouvoir les symboles européens, notamment dans le cadre de la journée de l'Europe du 9 mai.

Après une initiative, sans succès, du groupe de Jean-Luc Mélenchon pour remplacer le drapeau européen dans l'hémicycle par celui de l'ONU, Emmanuel Macron a officiellement effectué mi-octobre la démarche pour que la France reconnaisse les symboles européens.

Le drapeau représentant un cercle de douze étoiles d'or sur fond bleu ou l'hymne tiré de « **L'Ode à la joie** » de Beethoven ont été reconnus jusqu'alors comme symboles par 16 des 28 pays européens, par la signature d'une déclaration annexée au traité de Lisbonne.

Des symboles qui ne font pas l'unanimité

« Malgré toutes les difficultés, les Françaises et les Français ont porté au pouvoir une majorité qui croit en l'Europe et ses institutions, qui souhaite l'améliorer sans la renier », a lancé le chef de file des députés LREM Richard Ferrand.

Reprenant l'angle d'attaque de la majorité, qui a déjà les élections européennes en tête, il a affirmé que **« la recomposition politique à laquelle nous assistons depuis mai dernier divise ceux qui pensent que, nous Européens, partageons un avenir commun, et ceux, nationalistes, qui pensent que nous serions mieux seuls »**.

« Evitons le chantage où la seule alternative serait le nationalisme le plus brutal ou le libéralisme », a exhorté plus tard Alexis Corbière. Il a réaffirmé l'hostilité des Insoumis à un drapeau d'inspiration **« religieuse »** puisant dans des représentations de la Vierge Marie, ou défendu **« une harmonisation sociale et fiscale »** plutôt qu'**« une unité dans la diversité »**, formule de la devise européenne.

Dans un plaidoyer, Jean-Louis Bourlanges (MoDem), ex-eurodéputé, a affirmé que **« le rapport à l'Europe comme à la France n'est pas une affaire de distribution et de rétribution mais d'identité »**, critiquant aussi **« M. Mélenchon et les ultra-jacobins »**.

« Pas de leçon d'Europe à recevoir »

Présente mais silencieuse, Marine Le Pen avait posé un petit drapeau français sur son pupitre, comme d'autres de son groupe. Elue avec les voix FN, Emmanuelle Ménard a évoqué le **« drapeau européen de (s)on coeur, drapeau européen de (s)a raison »**, mais critiqué le **« pouvoir bruxellois »** et jugé **« culture, morale, modes de vie menacés par des vagues de migrations sans précédent »**.

La secrétaire d'Etat Nathalie Loiseau, pour laquelle **« sans souveraineté**

européenne, la souveraineté nationale n'est pas en mesure de relever les défis », a assuré que « **refonder l'Union européenne est indispensable et ne se fera pas sans les peuples** ».

Cette « **proclamation politique** » des symboles « **ne dira pas la conviction profonde du peuple français** », a jugé Jean-Luc Mélenchon.

Jugeant les symboles « **importants** » et critiquant FN et Insoumis, Damien Abad, un des vice-présidents de LR, a appelé à rendre l'Europe « **capable de protéger** », à repenser son fonctionnement. Ne mettant « **pas exactement sur le même plan** » les deux drapeaux, Julien Aubert a attaqué l'« **obsession d'Emmanuel Macron qui cherche à se draper dans le drapeau européen** ».

N'ayant « **pas de leçon d'Europe à recevoir** », le communiste Jean-Paul Lecoq a refusé de « **boire la potion néolibérale jusqu'à la lie** ».

Franco-grecque, Marietta Karamanli (PS) a souhaité des « **politiques publiques qui fédèrent** », au-delà des symboles.